

NEWSLETTER

Chers clients,

L'été approche et nous attendons les températures qui montent, le soleil qui brille et les soirées douces. Avant que vous ne partiez en vacances, nous souhaitons vous informer, comme d'habitude, des changements importants au niveau du droit de travail, du droit social et du droit fiscal luxembourgeois.

Pas de carton jaune ni rouge pour vos employés

Finalement, on ne doit plus attendre, enfin le foot. Afin d'éviter que la coupe du monde ne menace l'atmosphère dans votre entreprise, il est préférable de discuter les points suivants avec vos employés.

Même si une bonne partie des matchs aura lieu pendant les heures de travail, il n'y a aucune raison de ne pas travailler – le foot est et sera toujours un loisir privé, et aucun employé n'est autorisé à quitter son lieu de travail sans justification.

Bien sûr, les victoires peuvent être fêtées, et les défaites peuvent être noyées, mais avec modération – un employé doit arriver au travail dans un état qui lui permet de travailler, et une haleine d'alcool et la tête en bois peuvent justifier que l'employé soit renvoyé à la maison.

Mais ceci ne doit pas forcément dire que les lieux de travail doivent être des zones non-sportives. Si l'employeur a autorisé l'utilisation de l'internet à des fins privées en principe, les supporteurs peuvent vérifier les résultats des matchs en ligne. De même, les employés peuvent suivre les matchs à la radio à la condition que leur travail n'en soit pas perturbé.

Si un employé n'a pas de contact avec la clientèle, il y a peu de raison d'interdire qu'il porte le maillot de son équipe préférée.

Mais qu'est-ce qu'il se passe si vous vous voyez obligés de demander que vos employés fournissent des heures supplémentaires le soir pour des raisons importantes pendant les quatre semaines à venir ? Dans ce cas, vos

employés n'auront pas de chance, même pour la finale.

Finalement, tout est question de bonne volonté des deux côtés. Par exemple, le personnel du manufacturier de voitures britannique Aston Martin avait demandé à la gérance de l'entreprise s'il était possible de suivre les matchs de l'équipe anglaise pendant les heures de travail. Le temps perdu serait récupéré plus tard, et la gérance anglaise donnait son accord. Par contre, la maison mère américaine (Aston Martin faisait partie du groupe Ford à l'époque)

interdisait cette position – il n'y avait pas de pauses de foot chez Ford aux Etats-Unis, et par conséquent, les employés anglais chez Aston Martin n'avaient pas le droit de regarder la télé non plus, ce qui n'a pas amélioré l'ambiance en Angleterre. Aujourd'hui, Aston Martin ne fait plus partie du groupe Ford, mais pour d'autres raisons, à ce qu'il paraît.

(Katharina von Randow)

Index – oui, non, peut-être ?

Une base essentielle de la paix sociale au Luxembourg est l'indexation des salaires. Ce système prévoit l'adaptation automatique des salaires au coût de la vie selon des règles fixées par la loi. Si le coût de la vie augmente selon un certain index de référence, les employeurs sont obligés d'adapter les salaires conformément avec la possibilité de sanctions pénales en cas de contravention.

Cependant, l'Etat luxembourgeois a décidé une exception intéressante à cette règle le 11 avril

dernier. Cette exception concerne les employés qui seront détachés au Luxembourg. Ces employés ne bénéficieront plus de l'augmentation automatique si leurs salaires excèdent le salaire minimum luxembourgeois, ce qui sera le cas pour la plupart des employés détachés pour une période déterminée.

En ce qui concerne la prochaine tranche d'index, il est attendu que le STATEC annoncera la date dans les prochains jours.

(Katharina von Randow)

Actualités fiscales

Le premier ministre luxembourgeois a tenu, le 5 mai dernier, un discours sur l'état de la Nation devant la chambre des députés.

Il a dévoilé un certain nombre de mesures qui seront prises par le gouvernement dans les prochaines semaines.

Quelques-unes d'entre elles ont des conséquences significatives sur le plan fiscal, ainsi :

1. Le taux maximal marginal de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) sera augmenté et passera à 39 %. A cette augmentation s'ajoutera un impôt de crise exceptionnel dont le taux a été fixé à 0,8 %. L'impôt de solidarité passera également de 2,5 % à 4% pour les revenus imposables inférieurs à 300.000 € et même à 6% pour les revenus supérieurs. Compte tenu de l'assurance dépendance de 1,4%, le taux d'imposition maximum atteindra 43,588 %.

2. En ce qui concerne l'imposition des intérêts perçus par des personnes physiques, une retenue à la source de 10% sera applicable aux résidents à laquelle s'ajoutera :

⇒ l'impôt de crise de 0,8%.

⇒ l'impôt de solidarité de 4% resp. 6% (calculé sur la charge d'impôts)

⇒ l'assurance dépendance de 1,4 %

pour arriver à un taux d'imposition des revenus de capitaux maximum de 12,85 %.

3. En ce qui concerne l'impôt sur les dividendes, ce dernier se base sur un taux d'imposition de 15 % pour les résidents, auquel s'ajoute

⇒ l'impôt de crise de 0,8%.

⇒ l'impôt de solidarité de 4% resp. 6%

⇒ l'assurance dépendance de 1,4 %

pour atteindre un taux d'imposition maximum de 18,148%.

4. En ce qui concerne les sociétés de capitaux, le taux d'imposition actuel sera préservé. L'impôt de solidarité prendra un point pour passer de 4% à 5% (calculé sur la charge d'impôt). Enfin, les sociétés de participation financières (« Soparfi ») et autres sociétés sans activité commerciale seront soumises à une imposition forfaitaire.

La loi du 31 mars 2010 porte approbation des conventions fiscales internationales conclues par le Luxembourg et prévoit la procédure d'échange de renseignements sur demande.

Les conventions internationales suivantes sont entrées en vigueur au 01.01.2010 : Azerbaïdjan, Emirats-Arabs-Unis, Géorgie, Inde et Moldavie.

Comme déjà mentionné auparavant, les demandes de remboursement de TVA étrangère introduites après le 1^{er} janvier 2010 ne peuvent plus se faire qu'électroniquement et

dans le pays d'établissement du demandeur. Le portail de l'Administration de l'Enregistrement « VAT Refund » est désormais accessible en cliquant sur le lien :

<http://www.aed.public.lu/vatrefund/>. Il précise les modalités à suivre pour un assujéti établi au Luxembourg souhaitant récupérer la TVA en amont subie dans un autre pays de l'Union Européenne.

(Benoît Servais)

L'attractivité de chômeurs âgés

Le gouvernement envisage une série de mesures afin de réduire le chômage. Premièrement, les chômeurs sont censés s'inscrire à l'ADEM même avant la fin de leur délai de préavis. Ainsi, l'ADEM espère pouvoir réintégrer les personnes concernées le plus rapidement possible.

Deuxièmement, jusqu'à présent, seuls les chômeurs qui ont cotisé plus de 20 ans et qui ont plus de 50 ans avaient le droit à une allocation chômage prolongée de six mois. Ce seuil d'âge sera baissé à 45 ans. Dans ce

contexte, nous aimerions attirer votre attention sur le fait que les employeurs peuvent demander des aides étatiques s'ils engagent des chômeurs qui ont plus de 45 ans. L'ADEM paiera les cotisations sociales d'un employé jusqu'à sa retraite si cet employé a été au chômage pendant au moins un mois et s'il sera employé à plein temps, mais il y a d'autres constellations possibles en ce qui concerne le temps de travail. (Katharina von Randow)

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement supplémentaire.

Chers clients,

Nous vous souhaitons d'agréables vacances agréables et un chiffre d'affaires qui monte avec les températures. Bien entendu, nous resterons à votre service pendant les mois d'été.

Avec nos meilleures salutations,

Alhard von Ketelhodt

Luxembourg, en juin 2010